

# TRIBUNE



Journal de la F.F.E.

Numéro 21 • Mars 2003

## L'édito de Richard Yung



*Nous sommes entrés, avec tous nos camarades du PS, dans une phase importante*

*qui est celle de la préparation du Congrès de Dijon.*

*Elle est importante car des débats, sans complaisance mais fraternels, que nous allons avoir dans les semaines qui viennent, dépendra la capacité de la gauche à redonner et à retrouver l'espoir, à redevenir une force d'opposition efficace et utile, à préparer enfin l'alternance.*

*Ceci passe par une clarification de nos positions sur les services publics, sur l'Europe, par une conception renouvelée de nos alliances et par un meilleur fonctionnement du Parti.*

*Ce sera également une occasion pour notre Fédération de se faire entendre dans le Parti et de renouveler et rajeunir son équipe de direction*

*Au moment où vous lirez ces lignes, les crises irakienne et ivoirienne seront, nous le souhaitons, résolues, j'espère de manière juste. Autrement, nous serons, France et Europe, dans une situation*

*de grande difficulté diplomatique et politique.*

*Je termine ainsi mon dernier éditorial de Tribune après avoir été votre Premier secrétaire fédéral pendant 9 ans, avec un grand plaisir pour toutes les amitiés que j'ai pu nouer et pour le travail que nous avons mené ensemble pour notre Fédération et notre Parti. Je souhaite autant de bonheur et d'enthousiasme à la nouvelle équipe qui sera issue du Congrès de Dijon et dont je suis sûr qu'elle portera notre FFE encore plus haut.*

**Richard Yung**  
Premier Secrétaire Fédéral

### Sommaire

Motion sur la Côte-d'Ivoire :  
les sections de la FFE  
réagissent p.2

Libreville,  
une coordination réussie p.3

DOSSIER  
Préparation du Congrès,  
fièvre  
ou enthousiasme p.4 à 7

Europe, guerre en Irak ?  
premier dégât collatéral p. 8

Français à l'Étranger, des situations difficiles

## Côte d'Ivoire, déclaration du bureau fédéral

**L**e Bureau Fédéral de la Fédération des Français à l'étranger, réuni le 8 février 2003, a pris connaissance des déclarations du Président Gbagbo hier soir le 7 février à la télévision.

Il rappelle l'attachement de la FFE au processus de paix tel que mis en place par les accords de Marcoussis, et en particulier la nécessité d'assurer la sécurité des ressortissants étrangers (français et autres) en Côte d'Ivoire.

Il demande au Sénateur Guy Penne de se faire le porte-parole auprès du Président Gbagbo de son souci de voir pleinement mise en oeuvre la résolution 1464 du Conseil de Sécurité du 4 février 2003, en particulier :

- la condamnation des graves violations des Droits de l'Homme

- le déploiement de la force de la CEDEAO et des troupes françaises pour assurer la protection des civils menacés de violence

Journal de la fédération  
des Français à l'Étranger  
10 rue de Solférino 75333 -  
Paris cedex 07 - Tel : 01 45 56 77 82  
Fax : 01 45 56 77 85  
Email : FFE-PS@wanadoo.fr  
Directeur de la publication :  
Richard Yung  
Rédactrice en chef :  
Dominique Aguessy

---

---

Témoins des soubresauts dramatiques que vivent plusieurs pays du Sud et particulièrement sur le continent africain, les sections de la FFE réagissent :

# Motions sur la Côte d'Ivoire

La section de Dakar réunie en assemblée générale de section le 5 février 2003 a adopté à l'unanimité des présents le texte suivant :

**L**a situation en Côte d'Ivoire suscite une grande inquiétude chez les camarades de la section du Sénégal. Ils estiment que si aucune concession n'est faite de part et d'autre, et cela dans l'intérêt de la nation ivoirienne, le pays court au chaos et à la guerre civile et ils s'inquiètent des risques d'extension du conflit à toute la sous région.

Ils déplorent que les accords de Linas-Marcoussis négociés et signés par toutes les forces politiques parties au conflit, adoptés par la Conférence des Chefs d'Etat africains et approuvés par la Communauté internationale, ne soient pas mis en œuvre rapidement du fait des manœuvres dilatoires du Chef de l'état ivoirien lequel a laissé, délibérément, s'installer le désordre et la violence dans les rues d'Abidjan au détriment d'un peuple qui ne souhaite que la paix.

De ce fait, l'armée française qui est intervenue, à la demande du Chef de l'Etat ivoirien, pour soutenir l'application du cessez le feu, se trouve dans une position particulièrement dangereuse et inconfortable. Cela ne peut à terme que nuire à l'image de notre pays.

Dans ce contexte, nos nombreux compatriotes sont pris en otage entre les parties au conflit et sont confrontés à des difficultés matérielles et morales souvent insurmontables que les autorités françaises sont incapables de les aider à assumer.

Cette situation, dont les germes sont anciens, était tout à fait prévisible. Depuis deux ans, de nombreux camarades en avaient fait l'analyse. Une fois de plus, notre Parti aurait gagné à être davantage à l'écoute des ces militants qui, résidents à l'étranger, sont au contact des réalités quotidiennes du pays et peuvent par leur expérience apporter des éléments d'information utiles.

La section de Dakar déplore que les responsables du Parti, au nom d'une amitié ancienne, continuent par leur silence ou leurs déclarations à soutenir un Président dont les dérives apparaissent maintenant au grand jour.

Elle demande instamment au Parti d'user de son influence auprès du Président Laurent Gbagbo pour que celui-ci se conduise enfin en Chef d'état responsable et respectueux de ses engagements afin de sauver la paix, s'il en est encore temps.

Les sections signataires, regroupant les adhérents du Parti Socialiste en Angola, Bénin, Burkina Faso et Mauritanie, ont adopté le texte suivant :

**L**a situation en Côte d'Ivoire suscite une grande inquiétude chez les socialistes français résidents en Afrique.

Ils constatent avec effroi et colère les exactions commises par les deux parties en conflit contre les populations civiles et condamnent formellement les assassinats politiques perpétrés par des « escadrons de la mort » dans la zone encore contrôlée par le pouvoir d'Abidjan. Ils demandent à la communauté internationale de diligenter une enquête et de prévoir la saisine du Tribunal Pénal International.

Ils ne peuvent que réagir devant les exactions et le torrent de xénophobie que subissent les travailleurs immigrés, en particulier les Africains issus des pays limitrophes. Au même titre que les ressortissants Européens, ces derniers doivent bénéficier d'une véritable protection assurée par les troupes Françaises et de la C.E.D.E.A.O..

Ils déplorent que les accords de Linas-Marcoussis et de Kléber, négociés et signés par toutes les forces politiques parties au conflit, adoptés par la Conférence des Chefs d'Etat et approuvés par la Communauté internationale, ne soient pas mis en œuvre im-

médiatement du fait des manœuvres dilatoires et des tergiversations de Laurent GBAGBO lequel a laissé, délibérément, s'installer le désordre et la violence dans les rues d'Abidjan.

Dans ce contexte, nos nombreux compatriotes sont pris en otage et sont confrontés à de très grandes difficultés matérielles et morales, sans pouvoir bénéficier d'une aide satisfaisante des autorités françaises. L'armée française, intervenue au début du conflit à la demande du Président Laurent Gbagbo, est aujourd'hui dans une position particulièrement dangereuse et inconfortable qui nécessite une intervention plus forte de l'ONU. Sa présence a toutefois un effet modérateur et permet temporairement d'éviter le pire.

Cette situation, dont les germes sont anciens, était tout à fait prévisible. Depuis deux ans, de nombreux camarades en avaient fait l'analyse mais, une fois de plus, notre Parti aurait gagné à être davantage à l'écoute de ses militants qui, résidents à l'étranger, sont au contact des réalités quotidiennes du pays et peuvent par leur expérience apporter des éléments d'information utiles.

Les sections signataires déplorent que les responsables du Parti, au nom d'une amitié ancienne, continuent à soutenir un Président dont les dérives apparaissent maintenant au grand jour. Elles demandent instamment au Parti d'user de son influence auprès du Président Laurent Gbagbo pour que celui-ci se conduise enfin en Chef d'Etat responsable et respectueux de ses engagements et des droits de l'homme afin de sauver la Côte d'Ivoire et de lui éviter de basculer dans un scénario à la Rwandaise.

Tout en condamnant, par principe, toute tentative de prise du pouvoir par les armes, ils exhortent les différentes parties en cause, y compris le pouvoir, à s'engager dans la voie des concessions pour éviter la guerre civile et les risques d'extension du conflit dans la sous-région.



Richard Yung ouvre le débat de politique générale, Jean Yves Leconte aborde les questions européennes

# Libreville, une coordination réussie

La section du Gabon a organisé et animé une Coordination des sections PS d'Afrique centrale à Libreville le samedi 1er et le dimanche 2 février.

**L**a «participation extérieure» était conséquente puisque nous avons accueilli quatre camarades du Cameroun représentant les sections de Yaoundé et de Douala (dont les deux secrétaires de section), un camarade isolé du Congo-Brazzaville, notre sénatrice Monique Cerisier Ben Guiga, le Premier secrétaire de notre Fédération Richard Yung et le Secrétaire de la section de Varsovie Jean-Yves Leconte.

De Douala, Yaoundé,  
Port-gentil rassemblés  
à Libreville

La section du Gabon compte aujourd'hui 29 adhérents dont 4 camarades sont de Port-Gentil, une ville «éloignée» de Libreville, seulement accessible par avion. Deux de nos camarades Portgentillais avaient fait le déplacement. Le secrétaire avait invité une dizaine de sympathisants PS, tous les membres de la liste ADFE pour les élections au CSFE ainsi que les membres du bureau de l'ADFE-Gabon. La quasi-totalité de ces invités ont participé à nos travaux.



Dominant l'océan et la plage, dans le cadre agréable du salon Acajou du 7e étage de l'Okoumé, Palace Intercontinental, les participants ont suivi avec beaucoup de sérieux les travaux de ces trois demi-journées. L'assistance s'est en effet toujours maintenue autour de quarante présents, avec un nombre de cinquante personnes différentes sur l'ensemble des activités de la Coordination. La présentation de la campagne des élections au CSFE organisée dans les deux circonscriptions représentées et le débat qui l'a suivi furent le moment fort de cette première demi-journée marquée par les retrouvailles de certains et la découverte des uns et des autres.

Ateliers, des sujets sensibles ouvertement débattus

Après un repas en commun, l'après-midi fut organisé avec les ateliers. Plusieurs groupes de 6 à 8 personnes se formèrent autour des différentes tables.

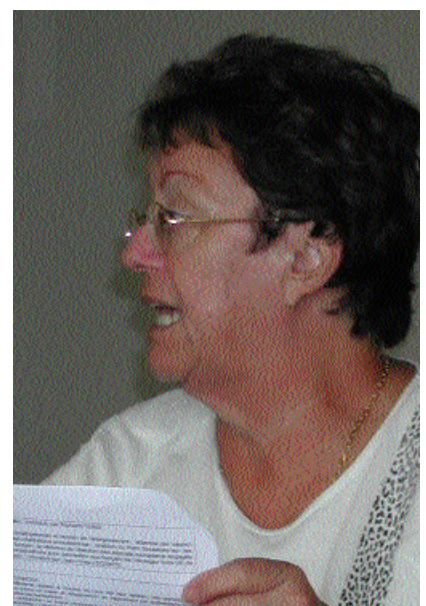
Les discussions souvent passionnelles sur des sujets "sensibles" comme ceux de la situation politique, en Côte d'Ivoire et en Centrafrique, ou de la démocratie et du développement dans ce continent se poursuivirent jusqu'au-delà de 18h30 pour certains. Une vingtaine d'entre-nous se retrouvèrent en soirée au Paradisio, un restaurant dans la Montée de Louis, autour de pizzas accompagnées de quelques bières gabonaises

La matinée du dimanche débuta par deux débats très intéressants après les interventions liminaires de Richard Yung sur la situation politique générale et de Jean-Yves Leconte sur l'Europe après l'élargissement (et en attendant les résultats de la Convention). Les compte-rendus des ateliers de la veille clôturèrent cette Coordination Régionale.

Une vingtaine de camarades se retrouvèrent dans un petit restaurant en bord de plage pour passer quelques moments de détente "balnéaire" avant que chacun ne regagne sa destination. Densité des échanges et des débats, richesses des informations, multiplicité des rencontres, une Coordination est un moment intense dans la vie militante et pour le dynamisme d'une section. Merci à tous pour votre bonne humeur et votre implication.

Un Compte-rendu plus détaillé des travaux de cette Coordination sera diffusé dans quelques semaines par la section du Gabon.

**Jean-Daniel CHAOUI**  
Secrétaire de la section du Gabon  
Membre du Bureau Fédéral.



# Fièvre ou enthousiasme pour

Les 18 contributions générales sont maintenant toutes disponibles sur le site Web du PS. En voici la liste complète, avec le nom du premier signataire. Bon courage pour le téléchargement et pour la lecture !

Notez que les contributions générales ont été envoyées dans un numéro spécial de l'Hebdo des socialistes. Quand aux contributions thématiques elles atteignent le nombre de 140.

**1. François HOLLANDE,**  
Pour un grand parti socialiste,  
clarifier, renouveler, rassembler  
([www.fhollande.net](http://www.fhollande.net))

<http://www.parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/1.pdf>

**2. Gaétan GORCE,**  
Innover

<http://www.parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/2.pdf>

**3. Barthélemy ALCANTARA,**  
Parole militante

<http://www.parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/3.pdf>

**4. Laurent BAUMEL,**  
Régénération,  
Pour un réformisme socialiste :  
prendre l'avenir au sérieux

<http://www.parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/4.pdf>

**5. Franck PUPUNAT,**  
Construisons l'Utopie  
([www.utopia-terre.org](http://www.utopia-terre.org))

<http://www.parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/5.pdf>

**6. Martine AUBRY,**  
Construisons un autre monde  
([reformer@ifrance.com](mailto:reformer@ifrance.com))

<http://www.parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/6.pdf>

**7. Pierre LAROUTOUROU,**  
PS +, un PS plus audacieux pour :  
+ de démocratie, + de justice,  
+ de solidarité

([www.psplus.asso.fr](http://www.psplus.asso.fr))

<http://www.parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/7.pdf>

**8. Vincent PEILLON,**  
Pour un nouveau Parti Socialiste

<http://www.parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/8.pdf>

## Tribune ouvre ses colonnes aux représentants pour la FFE, de contributions générales

Au sein de la FFE, les représentants des différentes contributions générales ont souhaité présenter, pour les adhérents de la fédération la contribution qui les concerne plus particulièrement, en donnant les repères nécessaires pour se référer au texte dans son intégralité.

### Le projet de nouveau monde

**L**e projet de Nouveau Monde est de remettre la politique au cœur de l'action et de clarifier les positions du parti sur les sujets fondamentaux. Il veut rompre avec la dérive néo-libérale et le centrisme de la gauche européenne et donner des repères clairs à l'immense majorité des

salariés qui ne se reconnaissent plus dans la politique actuelle du parti socialiste. L'intérêt général doit de nouveau primer sur les intérêts particuliers.

Vous trouverez le texte de la contribution «Pour un nouveau monde» page 120 du cahier des contributions générales ou sur le site

[www.gauche-socialiste.com](http://www.gauche-socialiste.com)

**Philippe Lazerme**  
([philippe.lazerme@laposte.net](mailto:philippe.lazerme@laposte.net))

### La contribution fédérale : Français à l'étranger pour la société solidaire Socialistes, européens, internationalistes

**L**a raison d'être du combat des socialistes est d'établir, par la réforme, la justice sociale dans une société en paix. Il faut pour cela une présence forte de l'autorité publique afin de traduire en acte le pacte républicain.

Non-maîtrisée, l'économie de marché génère inégalité, insécurité sociale et violence. Ces éléments de puissance publique doivent être également mis en place à l'échelle internationale.

A cette fin, l'Europe fédérale est plus que jamais le levier essentiel de la lutte pour une mondialisation partagée. Dans ce combat, l'union européenne est le levier le plus précieux, par son influence et son poids économique. L'Europe que nous voulons, c'est l'Europe du plein emploi, du progrès social,

de la diversité culturelle et de la solidarité avec le Sud.

Le développement d'un Parti de militants et d'un véritable Parti Socialiste Européen est nécessaire. Nous devons bâtir un Parti plus ambitieux, plus démocratique, enfin ouvert aux catégories populaires, aux Français issus de l'immigration et aux minorités.

Dans ce cadre, la FFE doit être reconnue partenaire du Secrétariat International et être plus visible au sein du Parti.

Vous trouverez le texte intégral de la contribution fédérale de la FFE dans le document des contributions thématiques, première partie, page 126.

**Pierre-Yves LeBorgn'**  
([pyleborgn@swing.be](mailto:pyleborgn@swing.be))

# a préparation du congrès

pour une nouvelle  
gauche  
démocratique  
sociale écologique  
européenne

**D**IJON doit être un congrès de clarification, l'enjeu n'est pas d'élaborer un programme de gouvernement, mais de redéfinir un projet de société, une méthode de transformation sociale et de proposer une stratégie pour la gauche.

Le PS est à la fin du cycle ouvert à Epinay en 1971 et nous devons inaugurer un nouveau par un congrès de refondation instaurant trois renouvellements :

- Rénover notre doctrine
- Changer nos pratiques
- Bâtir un mouvement de la Gauche

Notre but n'est pas la conquête et l'exercice du pouvoir pour le pouvoir, mais d'incarner le mouvement et la réforme au cœur de la société, c'est-à-dire une Nouvelle Gauche culturelle, sociale et éthique.

Contact : Jean-Patrick Gille  
([jpgille@ville-tours.fr](mailto:jpgille@ville-tours.fr))

## Pour un nouveau Parti Socialiste

**L**e 21 Avril nous confronte à une réalité aussi nouvelle que cruelle : 13% des ouvriers et employés se sont reconnus dans notre candidat. Pour la troisième fois la gauche a été battue après avoir gouverné 5 ans. Mais cette fois, elle a été battue alors qu'elle ne s'y attendait pas.

Ceci n'est pas un hasard électoral ou le produit de circonstance médiatique. Il renvoie à des causes profondes : notre incapacité de réponse aux angoisses de la mondialisation qui impose ses modèles, discrédite la démocratie, casse la souveraineté des nations ; notre manque de volonté de faire de l'Europe un espace démocratique et fédéral qui soit un élément de réponse à la globali-

sation ; notre impuissance à assurer à tous les citoyens une juste place dans une république exemplaire.

Le conformisme, le politiquement correct, les réflexes technocratiques, l'autisme politique ont fini par avoir raison de la volonté qui s'était exprimée en 1997. Aujourd'hui nos institutions, mais aussi notre Parti, tel qu'il est, n'assurent plus le fonctionnement correct de la démocratie.

Faute de réaction appropriée, c'est le populisme qui raflera la mise !

<http://www.nouveau-ps.net/>

## Pour une Nouvelle FFE !

Une Parole libérée

**P**our une vie interne plus forte, qui ne craigne pas le débat politique et ne désespère pas nos militants soucieux de faire progresser nos idées, de mettre en avant nos expériences, tant au niveau fédéral que national. Pour transmettre résolument à nos responsables nationaux nos préoccupations et nos intuitions du terrain.

Une responsabilité accrue

Le Transfert des compétences de la puissance publique Française à un CS-FFE renommé « Assemblée des Français de l'Etranger », devenu établissement public avec le même niveau d'engagement qu'une collectivité locale en France.

Une Audace européenne

Pour ne pas parler des « Français » de l'étranger sans voir que la construction européenne change la donne et qu'il faut adapter notre système de représentation politique, nos outils d'action de manière différenciée dans et hors l'Union Européenne : Nous devons travailler sur ces sujets avec nos homologues des partis du PSE, mais aussi au-delà !

Voilà ce que pourraient être les lignes d'actions d'une Nouvelle FFE !

Jean-Yves LECONTE représentant FFE  
([christian.castagna@wanadoo.fr](mailto:christian.castagna@wanadoo.fr))

• 9. Christophe CLERGEAU,  
• Socialistes notre histoire a  
• un avenir ! ([www.17novembre.net](http://www.17novembre.net))  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/9.pdf>

• 10. Jean-Patrick GILLE,  
• Pour une nouvelle gauche  
• sociale démocratique écologique  
• et européenne  
• ([jpgille@ville-tours.fr](mailto:jpgille@ville-tours.fr))  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/10.pdf>

• 11. Henri EMMANUELLI,  
• Pour un nouveau monde  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/11.pdf>

• 12. Vincent ASSANTE,  
• Rebondir est « encore » à notre  
• portée  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/12.pdf>

• 13. Jean GLAVANY,  
• Reconstruire la citoyenneté  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/13.pdf>

• 14. Marie-Noëlle LIENEMANN,  
• Rassembler les forces  
• de la reconquête  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/14.pdf>

• 15. Marc DOLEZ,  
• La contribution des militants  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/15.pdf>

• 16. Louis MERMAZ,  
• Alternance ou alternative  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/16.pdf>

• 17. Eric BESSON,  
• Contribution d'ancrage, construire  
• notre modèle de cohésion sociale  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/17.pdf>

• 18. Jean-Marie BOCKEL,  
• Pour un socialisme moderne  
• ([marc.dhere@wanadoo.fr](mailto:marc.dhere@wanadoo.fr))  
• <http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib/18.pdf>

Signalons également la contribution thématique signée par Christophe Monier, au nom de la section de New York et reprises dans la volume 2 des contributions thématiques, page 454.

([http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib\\_thematique/t68.pdf](http://www parti-socialiste.fr/doc/pdf/contrib_thematique/t68.pdf))

## commission fédérale de préparation du Congrès

La Commission fédérale de préparation au Congrès a précisé pour la FFE, les dispositions réglementaires pour la préparation et le déroulement du Congrès de Dijon. De larges débats ont eu lieu dans les sections et se prolongent grâce à la liste de diffusion du forum-ffe. Toutes les contributions générales et thématiques sont d'ores et déjà directement accessibles sur le site de la Fédération ([www.ffepeps.com](http://www.ffepeps.com)).

## CALENDRIER, RAPPEL

- **Du 27 janvier au 14 mars :** s'organisent les débats sur les contributions générales et thématiques. Les différentes contributions générales et thématiques publiées dans l'Hebdo ont été envoyées à chaque adhérent. Également accessibles sur le site Web de la Fédération.
- Les représentants de contributions générales au sein de la FFE, les présentent dans ce numéro de Tribune afin que ceux qui veulent prendre contact directement avec eux puissent le faire sur cette base.
- **Du 16 mars au 4 mai** auront lieu les débats sur les motions de synthèse qui seront publiées dans l'hebdo des socialistes et seront également disponibles sur les sites du PS et de la Fédération
- **A partir du 16 mars,** seront connues les motions de synthèse qui seront présentées au Congrès. C'est en références à celles-ci que les candidatures aux fonctions électives locales, fédérales ou nationales seront présentées. Les formulaires de déclaration de candidatures aux fonctions électives seront envoyés aux adhérents (envoi sur la liste de diffusion forum-FFE et infos-FFE, complété par envoi papier à tous ceux qui ne sont pas inscrits. La Commission rappelle que tout candidat à une fonction élective doit être à jour de sa cotisation au moment du dépôt de candidature.
- **Section :** en ce qui concerne les candidatures à la Commission

► Tribune ouvre ses colonnes aux représentants pour la FFE, de contributions générales (suite)

## Utopia

**L**a contribution *Construisons l'Utopie* est portée au sein du Bureau fédéral par Michel Cullin. ([michel.cullin@laposte.net](mailto:michel.cullin@laposte.net))

Avant même de s'appeler UTOPIA, le groupe prend forme en 1996 en rassemblant un petit nombre de lecteurs enthousiastes du lire «Le travail, une

valeur en voie de disparition» de Dominique Méda ? Les débats s'articulent autour des thèses développées sur la place de la valeur travail dans la société.

Dans le cadre du congrès du Parti, Utopia veut avancer des propositions audacieuses qui s'inscrivent dans la construction d'un projet politique de long terme ; ([www.utopia-terre.org](http://www.utopia-terre.org))

## Contribution en vue du congrès de Dijon Pour l'égalité, féministes et socialistes : des droits acceptés et respectés

Pas de citoyenneté au rabais pour les femmes !

La pratique de notre Parti a claqué ces derniers temps comme un démenti. Après notre tragique défaite, la commission nationale ne se taira pas. Elle dira au contraire qu'elle n'accepte pas les stratégies de l'échec, de nos dirigeants et qu'elle refuse un socialisme au couleurs du mépris de ses militantes. Il est indigne et proprement stupéfiant que le Parti socialiste qui a initié et porté la loi sur la parité en ait, sans état d'âme et dans ses propres

rangs, violé les principes. Les femmes socialistes ne peuvent pas admettre que leur parti ait eu l'audace du renoncement, celle de préférer «payer la dîme» plutôt que de voir siéger des femmes dans les assemblées de la république.

Bref, elles ne veulent pas de citoyenneté au rabais pour les femmes !

Pour cela, nous exigerons du Parti qu'il mette sans plus attendre en harmonie, sa pratique interne avec ses théories et réclamons désormais des garanties sur ses engagements à notre égard.

administrative de section, il appartient aux sections de déterminer elles-mêmes la date limite de dépôt des candidatures dans le respect des articles 8-7 du Règlement Intérieur qui précise «La convocation portant mention de la date et du lieu de vote est adressée aux adhérents au moins une semaine à l'avance» et 9-10 «La convocation à l'Assemblée Générale de section ayant pour objet le vote des motions est accompagnée des listes de candidats ».

Les candidatures sont à adresser par écrit au Premier secrétaire de section.

● **Pour le 7 avril au plus tard,** présentation des candidatures aux fonctions électives fédérales. Après vérification de la régularité des candidatures, la liste

des candidat(e)s, classée par ordre alphabétique, sera envoyée à partir du 10 avril à tous les adhérents

● **Avant le 22 mars,** les candidatures aux fonctions nationales devront être transmises à la Fédération qui les transmettra à son tour au Premier secrétaire national

• La Commission prend connaissance de la liste électorale arrêtée au 31 décembre 2002 élaborée par le Bureau Fédéral des adhésions. Dans sa composition actuelle, il comprend : le Premier Fédéral, la Trésorière fédérale, la Secrétaire fédérale à la vie des sections, un représentant pour chaque motion 1,2,3, ainsi qu'un représentant de la commission de vérification des comptes.

Socialistes, hommes et femmes, à nous aujourd'hui de prendre le relais !

Ainsi, dans l'esprit de la Commission nationale, la présente contribution doit devenir un outil privilégié du débat au sein des sections. La question « Femmes » est un thème transversal et fédérateur au sein du Parti qui doit transcender les sensibilités et les courants d'idées.

Le pouvoir politique est le pouvoir transformateur. S'il existe un endroit d'où les femmes ont été exclues par le fait d'être femmes, les lieux de prise de décision et de pouvoir politique sont parmi les plus représentatifs.

Le Parti Socialiste n'a pas tenu la résolution prise au Congrès de Grenoble de présenter 40% de candidates aux législatives de 2002.

Nous exigeons un engagement immédiat du Parti, concernant la composition paritaire (50% d'hommes et 50% de femmes) de toutes les réunions, toutes les Commissions préparatoires du congrès de Dijon, y compris la Commission de révision des statuts et du règlement intérieur, ainsi que la Commission des résolutions.

Nous exigeons par ailleurs trois sortes d'engagements formels pour garantir notre place

- L'inscription du principe de parité dans les résolutions du congrès.

- La modification des statuts avec application immédiate pour garantir le droit et la place de ses militantes dans le Parti et dans les élections publiques. Les termes de « tendre au respect de la parité » seront remplacés par ceux « d'obligation de parité, à traduire par une égale représentation et une égale participation des hommes et des femmes » à tous les degrés de l'organisation du Parti National, Régional, fédéral, Section « ainsi qu'à tous les stades des élections publiques »

- La mise en œuvre de mesures positives d'accompagnement.

Ces mesures seront organisées en un plan d'égalité interne au Parti et renforcé par une action concertée avec nos camarades en responsabilités d'élus et d'élues.

Le projet de Constitution européenne exécute d'un trait de plume l'avenir des droits des femmes dans la Communauté en trois temps :

La mise à mort du principe d'égalité  
L'absence de garantie des droits fondamentaux des femmes en politique  
La disparition de l'égalité des hommes et des femmes comme objectif prioritaire de l'Union.

Vous trouverez le texte intégral de cette contribution dans la cahier 3, des contributions thématiques, page 365-370.

**Dominique Aguessy,**  
membre du Bureau fédéral

- **15 jours avant la date du scrutin,** conformément à l'article 9-7 du règlement Intérieur de la FFE, la liste électorale sera vérifiée et publiée.

- Par dérogation aux statuts nationaux les adhérents de la FFE peuvent, dans certaines circonstances (voir Lignes directrices), voter par correspondance auprès de leur section. Cette dérogation doit être demandée au siège fédéral au moins 3 semaines avant la date du vote.

- À l'issue du vote, les secrétaires de section doivent envoyer par fax ou par voie électronique après numérisation : le PV du scrutin sur lequel figurent les résultats du vote ainsi que la liste d'émargement.

- **Jeudi 8 mai (minuit)** est la date limite de réception des résultats du vote, en ce qui concerne le premier vote (vote sur les motions, vote pour le conseil fédéral et les autres institutions fédérales).

- **Mercredi 21 mai (minuit)** est la date limite de réception des résultats du second vote pour l'élection du Premier Secrétaire Fédéral, et l'élection du Premier Secrétaire national

- **Le 10 mai** siègera la commission de récolement des votes. Elle sera composée de la façon suivante :

- 2 représentants par motion : il conviendrait dans la mesure du possible que ceux-ci soient membres de la Fédération.

- 1 représentant de la Commission fédérale de préparation du congrès

- 1 représentant du Bureau Fédéral Elle procédera au récolement du vote émis les 5 et 6 mai et le jeudi 22 mai en ce qui concerne l'élection du Premier secrétaire national et du Premier secrétaire fédéral.

- La fédération est représentée au Congrès par 5 délégués élus par les adhérents. Elle peut également disposer de 5 places pour des invités.

- **Le 7 avril au plus tard,** les personnes qui souhaitent participer au Congrès à titre d'invités devront se manifester auprès de la fédération.

Dans le cas où le nombre de candidats serait supérieur au nombre de places disponibles, il sera procédé à un tirage au sort.

- **16, 17 et 18 mai,** congrès à Dijon

- **Jeudi 22 mai,** premier tour de l'élection du Premier secrétaire National.

- La FFE demande aux instances nationales une dérogation pour la date du premier tour en la portant au mardi 20 mai de façon à ce que le dépouillement ait lieu le jeudi 22 mai

- **Vendredi 23 mai** second tour  
Se pose cependant le problème d'un éventuel second tour prévu le vendredi 23 mai, car il nous sera impossible de prévenir les sections et d'organiser en 24 heures un nouveau vote. Cette situation risquerait de priver nos camarades du droit de voter pour le Premier national.

- Le Premier Fédéral fera les démarches nécessaires pour que le vote au second tour se situe au 25 mai pour les adhérents de la FFE.

En ce qui concerne l'élection du premier fédéral, il n'y a pas de difficultés de date puisque ce dernier est élu au scrutin majoritaire à un tour (art 24-A des statuts fédéraux)

- **Samedi 24 mai,** installation du Conseil national

- **Lundi 26 au mercredi 28 mai,** élection du 2e collège du conseil fédéral par les secrétaires de section et un représentant des isolés

- **Mardi 10 et mercredi 11 juin,** élection des 11 membres du Bureau Fédéral par le Conseil Fédéral

**Danièle Seignot,**  
Pour la Commission fédérale de préparation du congrès

# Europe La guerre en Irak, premier dégât collatéral

L'Europe, touchée en plein coeur, a explosé. Alors que le couple franco-allemand montrait un fort désir de relancer le moteur de la construction européenne au moment crucial de l'élargissement, le Royaume-Uni a choisi d'entraîner avec lui d'autres pays européens.

**L**e Royaume-Uni a flirté un temps avec l'Allemagne puis avec la France mais a finalement succombé aux charmes de nouveaux profits financiers que lui offrent les Etats-Unis. Les candidats à l'entrée dans l'Union suivent l'exemple offert par les membres existants d'une Europe qui n'a d'union que le nom et montrent, à chaque occasion qui leur est donnée, que les intérêts nationaux et surtout financiers passent bien avant les principes de solidarité et autres «vieux» principes. L'axe Paris/Berlin a maintenant un concurrent dans l'axe Londres/Madrid et la bataille pour le contrôle de l'Union semble engagée.

L'Europe des citoyens existe

On peut imaginer que si les 15 voire les 25 pays de la «vienne» Europe avaient été capables de parler d'une seule voix sur les affaires étrangères les Etats-Unis ne se seraient pas précipités dans l'organisation de cette guerre dont on ne voit guère comment ils peuvent aujourd'hui reculer. Mais le plus remarquable est que l'Europe des citoyens existe réellement à travers les son-

dages qui montrent une majorité opposée à cette guerre dans tous les pays. On note par la même occasion le décalage entre les positions prises par les gouvernements et leur opinion publique qu'ils ignorent ouvertement.

Pour défendre la paix

L'Europe des croisades et tête d'empires a appris que la prise d'un pays par la force n'entraîne pas automatiquement la soumission de son peuple. Elle a aussi retenu les leçons du prix du sang et de la souffrance occasionnée par la guerre pour en avoir eu l'expérience, à maintes reprises, sur son propre continent. Il ne faut pas qu'elle laisse passer la chance de sa contribution à l'avenir du monde et qu'elle continue à défendre la paix.

Il est grand temps que l'Europe s'unisse. Elle a montré une fois de plus ses divisions et l'absence à sa tête d'un pouvoir décisionnel qui lui donne une diplomatie et une défense communes. Il est nécessaire qu'elle n'oublie pas que l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers. Enfin une dernière leçon est à tirer de cette malheureuse histoire pour l'Europe. Si les dirigeants continuent à passer outre leur opinion publique nationale le rejet du traité de Nice par les Irlandais sera peut-être le premier rejet d'une longue liste de référenda à venir. A quand notre Europe sociale?

Hélène Conway,  
Membre du Bureau Fédéral

## Adieu Gladys

C'était « hier », un stage de formation, début juillet 2002 à Solférino. Ce sont des images conviviales et des moments militants avec Gladys dans un groupe imposant de stagiaires aux personnalités « marquantes » qui reviennent en mémoire. Gladys y avait tenu toute sa place, avec sa gentillesse et la force de ses convictions et conquis les camarades par sa sympathie communicative. Tribune présente à sa famille, ainsi qu'à la section de Naples, les vives condoléances de la FFE.



LA FFE EN EXPANSION

## Israël

Nous avons le plaisir de vous annoncer la création d'une nouvelle section en Israël : la section de Haifa. Marcel Oiknine en est le secrétaire (ns\_souine@bezeqint.net) et Anny Vidor la trésorière. Bienvenue à cette nouvelle section et bonne chance dans les actions qu'elle va entreprendre.

Danièle Seignot

## Nouvelles de la Convention

**U**n an après son démarrage la Convention européenne est enfin saisie de propositions écrites pour le texte de la future constitution de l'Europe. Les seize premiers articles élaborés par le présidium des 105 conventionnels n'ont pas encore fait l'objet de débats. On s'attend à la présentation d'un grand nombre d'amendements. Le projet de loi fondamentale parle d'une union qui gère, sur le mode fédéral, certaines compétences communes. Nous sommes

loin d'une «union sans cesse plus étroite entre les peuples» du traité de Rome. Un autre sujet de discord est la formule qui fait de la charte des droits fondamentaux une «partie intégrante» de la Constitution. Enfin la répartition des compétences entre «exclusives» de l'Union, «partagées» avec les Etats membres et «actions d'appui» sera aussi certainement l'occasion de contestations. Le présidium reviendra en plénière à la fin du mois de février avec une nouvelle mouture. Le vrai travail ne fait que commencer.

H. C.